

CROATIE : FICHE PAYS – JANVIER 2025



Catégorie OCDE (2024) : -

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A-/ B3/ A-

Change : Euro (EUR) / Régime de change flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Secteur du tourisme dynamique
- Adoption de l'euro et entrée dans l'espace Schengen depuis 2023
- Un des principaux pays bénéficiaires des fonds de l'UE
- Qualité des infrastructures

FAIBLESSES

- Dépendance au secteur touristique, volatil
- Forte dépendance à l'Union Européenne pour son commerce extérieur
- Productivité et compétitivité faibles
- Vieillesse et déclin de la population

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : en 2024, la croissance du PIB s'établirait autour de +3,6%, soutenue par la consommation des ménages et les investissements. La revalorisation du salaire minimum et la baisse de l'inflation (bien qu'elle reste plus élevée que la moyenne de la zone euro) devraient continuer à stimuler la demande en 2025, maintenant la croissance (+3,3%) au-dessus de la moyenne de l'UE. La Croatie bénéficie des fonds européens, et l'entrée en 2023 dans la zone euro et l'espace Schengen améliore les perspectives de croissance à moyen-terme, malgré une persistance de facteurs structurels limitant la croissance potentielle (productivité et démographie).
- Vulnérabilité des comptes publics : En 2025, la hausse du revenu minimum et les mesures de compensation des prix de l'énergie continueront à peser sur les dépenses publiques. La croissance de l'économie et une réforme de la fiscalité immobilière devraient favoriser les revenus de l'Etat et permettre une stabilisation du déficit public autour de -2% du PIB. Le ratio de dette publique, orienté à la baisse, pourrait atteindre 56% du PIB en 2025 (62% en 2023), avec une majorité de la dette à moyen-long terme.
- Vulnérabilité extérieure : La forte reprise du tourisme a permis un retour à l'excédent courant en 2023, malgré un déficit commercial structurel. Le solde courant devrait rester proche de l'équilibre en 2025 (excédent de +0,5% du PIB). Le pays attire les investissements directs (IDE), surtout dans le secteur financier et l'hôtellerie. La dette extérieure est en baisse et atteindrait 73% du PIB en 2025 (83,7% en 2023).
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire est bien capitalisé (ratio pondéré de l'ordre de 23%) et le taux de NPL est peu élevé (3 %). Toutefois, l'exposition importante au marché immobilier représente une source de vulnérabilité.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le parti HDZ du premier ministre A. Plenkovic, au pouvoir depuis 2015, reste le plus populaire dans le pays face à une opposition divisée, mais subit une perte de soutien, en raison notamment d'une succession de scandales de corruption. Le Président Zoran Milanovic, rival politique du Premier ministre et à la tête du pays depuis 2020, a remporté un second mandat en janvier 2025. Les tensions entre lui et le gouvernement risquent de fragiliser la coalition formée par le HDZ et un parti conservateur (DP). La stabilité politique ne devrait toutefois pas être remise en cause.
- Climat des affaires : L'entrée dans la zone euro améliore l'attractivité du pays mais celui-ci continue de faire face à un climat des affaires dégradé par la corruption.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : La Croatie est relativement peu exposée aux risques physiques, bien que le pays soit sujet aux inondations et températures extrêmes. Sa production électrique est déjà largement décarbonée et le pays compte sur le développement de l'hydrogène vert et de la géothermie pour poursuivre dans cette voie.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
Italie	12,8%	Allemagne	14,5%
Allemagne	12,4%	Italie	13,4%
Slovénie	10,9%	Slovénie	11,2%
Bosnie-Herzégovine	9,6%	Hongrie	7,4%
France (9 ^{ème})	2,7%	France (12 ^{ème})	2,5%

Source: Intrade, CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
Carburant, pdts pétroliers	12,4%	Pétrole	15,2%
Machines, éqpts elect.	8,9%	Appareils mécaniques	8,9%
Appareils mécaniques	7,8%	matériels électriques	7,9%
Produits pharmaceutiques	5,5%	Véhicules automobiles	7,3%
Bois	5,4%	Produits pharmaceutiques	5,1%

Source: Intrade, CNUCED

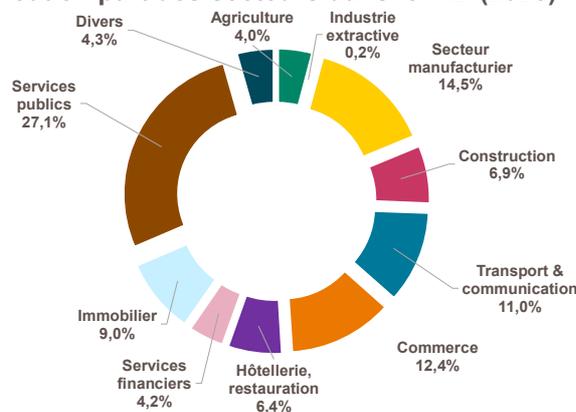


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CROATIE	2019	2020	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	62	58	70	72	83	90	96
<i>Rang PIB mondial</i>	82	81	76	81	76	76	75
Population (Mns)	4,1	4,0	3,9	3,9	3,8	3,8	3,8
<i>Rang Population mondiale</i>	123	124	122	122	120	119	118
PIB / habitant (USD)	15 220	14 372	17 956	18 688	21 523	23 381	25 079
Croissance PIB (%)***	3,4	-8,5	12,6	7,3	3,3	3,6	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)***	0,8	0,0	2,7	10,7	8,4	4,0	2,8
Part exportations manufacturées (% total exp.)	67,3	65,9	63,5	56,7	63,9	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)***	70,9	86,5	78,2	68,5	61,8	57,3	56,0
Solde public (% PIB)***	2,3	-7,2	-2,6	0,1	-0,9	-2,1	-2,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)***	5,5	5,0	3,3	3,1	3,6	3,2	3,2
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)***	2,5%	-1,0%	0,4%	-3,4%	0,8%	0,4%	0,5%
IDE (% du PIB)**	6,6%	3,3%	9,1%	4,9%	5,7%	5,1%	3,6%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	7,8	9,3	9,7	6,9	1,0	1,1	1,2
Dette extérieure totale (% PIB)*	73,7%	81,0%	80,3%	72,9%	83,7%	77,5%	73,0%
Dette extérieure CT (% PIB)	5,8%	6,8%	6,2%	5,7%	6,4%	5,2%	5,0%
Taux de change ⁽¹⁾	6,6	6,1	6,6	7,1	0,9	0,9	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	24,8	25,6	25,9	24,8	23,9	22,9	NA
Taux de NPL	5,5	5,4	4,3	3,0	2,6	2,5	NA
ROE	9,8	4,4	8,7	8,2	15,5	17,5	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	75	80	81	79	78	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	51	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	61	59	59	57	53	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	50	64	67	68	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	30	16	34	22	31	30	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 10/24), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***CE Autumn forecast 2024, ****Banque Centrale de Croatie. a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch
(1) : cours eur/\$ à partir de 2023

Croatie : part des secteurs dans le PIB (2023)



Source: inst. Stat. Croatie



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Un secteur du tourisme porteur mais qui doit évoluer**

Le secteur du tourisme contribuerait, directement et indirectement à environ ¼ du PIB et représenterait également de l'ordre de 25% des emplois en Croatie¹. Activité très saisonnière concentrée sur les mois de juin à août, le tourisme est surtout développé dans les régions côtières (Dubrovnik, Split ou les îles). Les hébergements privés "chez l'habitant" sont prédominants au détriment de l'offre hôtelière qui ne représentait que 14% du nombre total de lits en 2023². Les autorités souhaitent, dans leur programme à moyen terme (vision 2030) développer le tourisme « durable et responsable » face aux conséquences environnementales de la forte augmentation du nombre de touristes. L'objectif est de diversifier et d'étendre géographiquement l'offre, en proposant un tourisme davantage orienté vers le patrimoine naturel et culturel. Les fonds européens devraient contribuer au financement de ces projets.

Le secteur manufacturier croate (15% du PIB) est relativement diversifié, avec les industries agro-alimentaires, textiles, mais aussi de chimie/pétrochimie. Le pays dispose également de chantiers navals, notamment pour la fabrication de tankers.

- **La croissance est tirée par la consommation et les investissements**

Au T3 2024, le PIB a progressé de +4,1% en g.a. après +3,2% au T2. Selon la Commission Européenne (CE, Prévisions Automne 2024), la croissance atteindrait +3,6% en 2024, tirée par la consommation des ménages, soutenue par la progression des salaires réels, ainsi que par les investissements.

La réforme des salaires du secteur public, visant à harmoniser les salaires dans l'ensemble de l'administration publique devrait continuer à favoriser la demande des ménages en 2025. La revalorisation du salaire minimum (+15,5%) début 2025 et les mesures fiscales soutiendraient le revenu des ménages. Le manque de main d'œuvre, en particulier dans les secteurs de la construction, de l'hôtellerie ou des TIC, exerce par ailleurs une pression à la hausse sur les salaires.

Malgré un rebond à partir de septembre, l'inflation a baissé en 2024 (3,4% en décembre contre 4,5% un an plus tôt). Elle reste néanmoins plus élevée que la moyenne de la zone euro (2,4% fin 2024). La réalisation des projets dans le cadre du programme « National Recovery and Resilience Plan » (NRRP), en partie grâce aux financements européens du RRF³, continuera de

soutenir les investissements, en particulier dans les secteurs de la transition énergétique, du numérique et des transports. Les travaux d'extension du terminal gazier (GNL) de l'île de Krk, opérationnel depuis 2021, devraient débuter en 2025 et permettre de doubler sa capacité (regazéification de 6,1 Md m³/an). Ces installations ont permis au pays de s'affranchir de la dépendance à la Russie pour son approvisionnement gazier. La Croatie devrait également étendre son réseau de gazoduc vers la Bosnie Herzégovine, renforçant son rôle de hub énergétique pour la région.

L'activité touristique, moteur de la croissance croate, a retrouvé en 2023 son niveau d'avant Covid. Elle devrait rester porteuse mais peu progresser dans un contexte de croissance modérée en Europe, principale source des flux de touristes. L'Allemagne représentait en effet plus d'un-quart des entrées en 2023, la Slovénie et l'Autriche chacun 9% et la Pologne 7,5%⁴.



Selon la CE, l'activité devrait décélérer légèrement en 2025 à +3,3% et 2026 à +2,9%. La croissance serait toutefois supérieure à la moyenne de l'UE (+1,5% et +1,8% selon la CE) et à la moyenne observée pré-crise sanitaire (+1,1 % par an sur 2010-2019).

- **Une entrée dans la zone euro a priori positive pour les perspectives de croissance**

La Croatie a rejoint la zone euro et l'espace Schengen le 1^{er} janvier 2023. Les effets sur le commerce extérieur devraient être globalement positifs car les gains de compétitivité liés à l'atténuation du risque de change devraient être supérieurs aux pertes dues au passage à une monnaie plus forte. Le pays devrait également bénéficier d'une meilleure attractivité pour les touristes et les investisseurs.

La Croatie bénéficiera de l'ordre de 26 Md€ (dont 21,8 Md€ de dons et 4,2 Md€ de prêts) de fonds européens⁵ entre 2021 et 2027. Le pays est notamment le premier bénéficiaire du plan Generation EU en termes de poids relatif dans son PIB avec un total de 15%, devant la Bulgarie (12% du PIB). En juillet 2024, la Croatie avait reçu 4,5 Md€ au titre du RRF (soit environ la moitié des sommes prévues) et devrait recevoir le solde d'ici mi-2026.

¹ Source World Trade and Tourism Council

² [SI-1731 Turizam u 2023](#)

³ Facilité pour la reprise et la résilience d'un montant de 6,3Mds€ dans le cadre du Plan NextGeneration EU

⁴ Institut de stat. national

⁵ 11Md€ au titre du plan *Next Generation EU* et 14 Md€ de fonds de cohésion 2021-27. <https://strukturnifondovi.hr/en/>



- **Des freins structurels demeurent**

La Croatie rencontre des difficultés pour améliorer sa productivité à cause notamment d'un climat des affaires dégradé (concurrence et management inefficients, faible intégration des TIC) et d'un faible niveau d'investissement dans l'innovation et la R&D. Le pays doit également faire face au défi d'une population vieillissante et déclinante. Selon la CE⁶, la population en âge de travailler pourrait baisser de 15% d'ici 2050.

- **Un système bancaire résilient mais exposé**

Le système bancaire croate, très concentré, est composé de 19 banques au S1 2024, dont onze majoritairement détenues par des actionnaires étrangers (essentiellement originaires de l'UE), représentant plus de 89% des actifs en 2023⁷. Le secteur a fait preuve d'une grande résilience après la pandémie Covid puis lors du resserrement monétaire.

Les ménages ont été largement protégés de la hausse des taux compte tenu du poids des crédits à taux fixe : 70% des prêts hors immobilier et 54% des crédits immobiliers fin 2022. Les entreprises ont progressivement réduit leur recours aux prêts bancaires en privilégiant les prêts interentreprises.

Le niveau de capitalisation du secteur est confortable (ratio pondéré autour de 23%). Le taux de prêts non performants (NPL) s'établissait à 2,5% fin 2024. Les banques ont aussi profité d'un afflux de dépôts domestiques et d'un retour aux niveaux de rentabilité pré-pandémiques pour améliorer des niveaux déjà élevés de liquidité. Par ailleurs, l'adoption de l'euro limite significativement l'exposition au risque de change

La forte croissance du crédit bancaire et des prix de l'immobilier dans un contexte de coûts de financement plus élevés pourrait présenter une source de vulnérabilité.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Stabilisation du déficit**

Après une nette amélioration en 2023 à -0,9% du PIB, **le déficit public s'est creusé en 2024** à -2,1% sous l'effet des mesures salariales et de soutien social. En 2025, la hausse du revenu minimum devrait continuer à peser sur les dépenses. Les mesures de compensation de hausse des prix de l'énergie (gaz, électricité) devraient être maintenues jusqu'en mars 2025 (les subventions sur les carburants ont été supprimées en 2024), mais engendreraient des dépenses moins élevées compte tenu de la modération des prix.

Côté revenus, le dynamisme de la croissance favorise les recettes fiscales et la progression des salaires celle des contributions sociales. L'Etat prévoit une réforme de la fiscalité immobilière en vue de limiter la progression des locations saisonnières d'appartements, encouragée par l'absence de taxe foncière et une fiscalité très faible

sur les revenus de location (3% environ sur les revenus générés). Ces mesures devraient contribuer à la hausse des revenus publics.

Le déficit pourrait ainsi se stabiliser à -2,1% en 2025 selon les prévisions de la CE, soit en-dessous du seuil de -3 % prévu par l'UE.

L'objectif du gouvernement est de revenir à l'équilibre budgétaire à l'horizon 2027.

- **Trajectoire favorable de la dette**

Le ratio de dette publique/ PIB est orienté à la baisse depuis le pic de plus de 86% atteint en 2020, et serait passée sous le seuil de 60 % en 2024. Il est prévu en légère baisse en 2025, **autour de 56%**. La dette publique est à 70% domestique et à plus de 80% à moyen-long terme (maturité supérieure à 5 ans).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Des exportations dominées par les services**

Les services représentaient environ 55% des exportations de la Croatie en 2023, essentiellement en lien avec le tourisme. Le pays est en conséquence dépendant de revenus très saisonniers. Les exportations de marchandises sont relativement diversifiées, composées de produits issus de la pétrochimie mais surtout des machines et équipements électriques/mécaniques. Les exportations, de biens comme de services, sont **géographiquement très concentrés sur les pays européens** (Allemagne, Italie, Slovénie en particulier), rendant le pays très dépendant de la situation économique de la zone. Malgré des prévisions plus favorables pour 2025, ces marchés devraient rester peu porteurs.

La Croatie importe du pétrole et des biens de consommation mais surtout d'équipements nécessaires à la réalisation des différents projets financés par les fonds européens.

Après la nette dégradation du solde de la balance courante en 2022 (-3,4% du PIB), la Croatie est revenue à l'équilibre malgré un large déficit commercial structurel en biens. Le pays a bénéficié des recettes liées aux flux de touristes, d'une amélioration des termes de l'échange et du versements de divers fonds européens.

Le solde courant devrait rester proche de l'équilibre en 2025 (excédent inférieur à 1% du PIB).

Les investissements directs (IDE) sont surtout orientés dans le secteur financier et l'hôtellerie. Les Pays-Bas, l'Autriche, le Luxembourg et l'Allemagne détiennent cumulativement plus de la moitié des stocks d'IDE. La part de la France est modeste (2%).

⁶ [Rapport sur le vieillissement 2024](#)

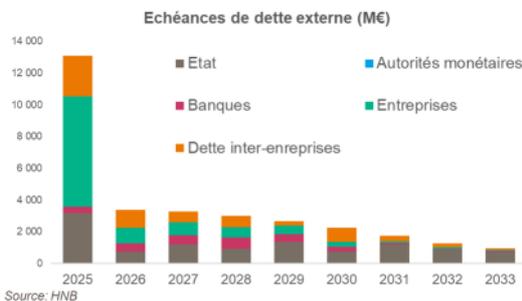
⁷ [Source CE](#)



- **Une dette externe encore élevée mais en baisse**

L'entrée de la Croatie dans la zone euro en janvier 2023 a provoqué une augmentation de la dette extérieure liée à l'intégration dans le stock de dette du montant des engagements correspondants à l'allocation par la BCE de billets de banque en euros à la banque centrale croate (HNB). En excluant cette dette imputée, le ratio de dette externe aurait atteint 58% du PIB en 2023 (contre 83,7%). **Le ratio devrait s'améliorer à 73% du PIB en 2025 selon le FMI.**

En juin 2024, la dette externe croate était à 53% publique. La dette est majoritairement libellée en euro.



Le pays fera face à une échéance élevée de dette externe en 2025 de 13 Md€ (dont plus de la moitié au titre de dettes d'entreprises), représentant de l'ordre de 14% du PIB. Son paiement ne suscite pas d'inquiétude particulière.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Une stabilité politique fragile**

L'Union Démocratique Croate (HDZ), parti de centre droit du Premier Ministre Andrej Plenkovic, au pouvoir depuis 2015, a remporté les élections législatives d'avril 2024 (61 des 151 sièges) et formé une coalition avec le DP (Homeland Movement) qui défend des positions plus conservatrices.

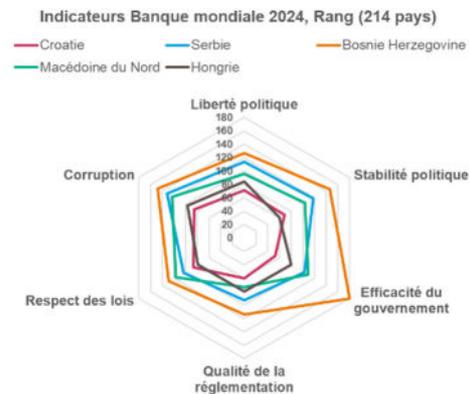
Le Président sortant Zoran Milanovic, rival politique du Premier ministre, à la tête du pays depuis 2020, a largement remporté le deuxième tour des élections présidentielles du 12 janvier 2025, avec près de 75% des voix, mais une participation de seulement 44%. Il a notamment bénéficié du soutien du principal parti d'opposition, social-démocrate (SDP). Ses pouvoirs sont limités (essentiellement chef des armées) mais les relations dégradées avec le gouvernement et ses positions critiques à l'égard de l'UE sont sources de tensions et d'affaiblissement de la coalition au pouvoir, déjà fragilisée par des scandales récurrents de corruption⁸. La stabilité politique du pays ne devrait toutefois pas être remise en cause en raison des divisions au sein de l'opposition qui limitent les risques de déstabilisation du gouvernement.

⁸ Accusations d'abus de pouvoir en 2022 touchant notamment un vice Premier Ministre, de détournements de fonds liés à la

- **Climat des affaires dégradé mais en amélioration**

La Croatie est nettement mieux classée, selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale, que les pays de la région (Serbie, Bosnie Herzégovine, Macédoine du Nord). Elle est mieux positionnée que la Hongrie pour certains indicateurs (notamment stabilité politique et qualité de la réglementation). Toutefois, malgré l'entrée dans la zone euro et l'espace Schengen, qui améliore l'attractivité du pays, le climat des affaires pâtit du niveau élevé de corruption. **La Croatie est au 57^e rang de l'indice de perception de la corruption** de Transparency International 2023, soit parmi les pays de l'UE les plus mal classés, devant toutefois la Grèce (59^e), la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie (76^e).

Mais le pays dispose désormais de moyens pour améliorer son cadre institutionnel et a entrepris diverses réformes, notamment des entreprises publiques, en vue de son accession à l'OCDE, prévue en 2026.



Note de lecture : plus le pays est proche du centre, meilleur est son niveau de gouvernance

En juin 2023, la Croatie a été inscrite sur **la liste grise du GAFI** en raison de défaillances dans la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Dans un rapport publié fin 2024, le Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL) relève que le pays a pris de nombreuses mesures pour améliorer sa conformité aux recommandations du GAFI. La Croatie serait ainsi « conforme » ou « en grande partie conforme » pour 36 des 40 recommandations du GAFI et « partiellement conforme » pour quatre d'entre elles.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

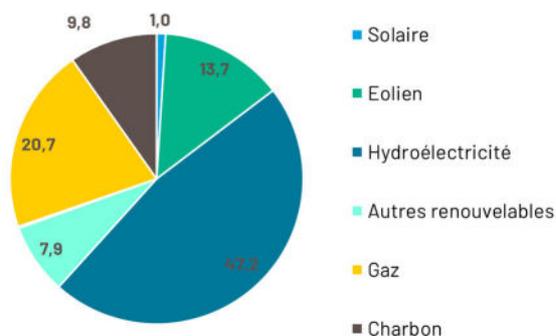
La Croatie est classée 68^e (sur 181 pays) selon l'indicateur ND Gain de vulnérabilité au changement climatique, reflétant une **exposition relativement modérée**. Les inondations et températures extrêmes sont les principales menaces, qui risquent toutefois de se multiplier dans le pays. Les conséquences sur les secteurs agricole, mais aussi touristique, essentiel pour

société pétrolière et gazière (INA) et accusations du ministre de la Santé en novembre 2024 provoquant son limogeage.



l'économie du pays, sont à prendre en compte en termes de vulnérabilité. Le principal risque de transition repose sur la difficulté à innover et intégrer des technologies de type *greentech* dans son économie en raison d'un sous-investissement structurel en recherche et développement.

Croatie : production d'électricité par sources, en % (2022=15,14 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

La Croatie est un émetteur moyen de CO₂ (53e sur 160 pour les émissions / hab.) Dans son plan pour la décarbonation de son économie, la Croatie peut compter sur une production électrique à 70 % décarbonée, en particulier grâce à d'importantes capacités hydroélectriques (cf. graphique ci-dessus). Le gaz tient toutefois encore une place importante dans le mix électrique du pays (20%) et le développement souhaité des capacités du terminal GNL de Krk devrait limiter la baisse du poids du gaz dans la production d'électricité. A plus long terme, la Croatie compte sur le développement de l'hydrogène bas carbone⁹ et de la géothermie. Le pays bénéficiera de financements européens pour investir dans l'efficacité énergétique, la mobilité durable et la transition verte des entreprises.

⁹ La Croatie participe avec l'Italie et la Slovénie au développement de l'Hydrogen Valley North Adriatic, un projet visant à produire 5 000 tonnes d'hydrogène bas carbone / an.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.